

# Les Ford perturbent le conseil de Bordeaux Métropole

Par Simon Barthélémy publié le 06/07/2018 à 11h37

« Licencier tue : fermeture de Goodyear : 16 suicides, fermeture de Continental : 14 suicides. (...) Si on laisse faire, combien de suicides chez les ouvrier.e.s de Ford Blanquefort ? » Tels sont les mots du tract lâché par une cinquantaine de salariés de Ford sur le conseil de Bordeaux Métropole, ce vendredi.

Leur « irruption pas acceptable » dans la tribune réservée au public, dixit Alain Juppé, a poussé ce dernier à interrompre la séance. Scandant « parents licenciés, enfants sacrifiés, ça ne peut plus durer, ça va péter », les Ford protestent contre le désengagement du constructeur de l'usine de Blanquefort, annoncé le 27 février dernier, et le lancement d'un plan social. Ils ont toutefois pu s'exprimer devant les élus, puis une délégation a été reçue par le président du conseil.

## « Impuissance pas crédible »

Philippe Poutou (CGT) leur a fait part du courrier adressé ce jeudi au délégué interministériel Jean-Pierre Floris et au Préfet de région Nouvelle-Aquitaine, en amont de la rencontre prévue lundi prochain. [Ils y expriment leur « mécontentement »](#) vis-à-vis « du changement complet d'attitude et de discours » des pouvoirs publics ces derniers mois :

« La soi-disant impuissance de l'État que vous mettez en avant n'est pas crédible un seul instant. N'est-il pas possible de contraindre Ford, de les menacer de rompre tous les contrats d'achats de flotte automobiles, de réquisitionner l'usine qui est d'une certaine manière déjà une propriété publique (vu toutes les subventions publiques données en 45 ans) ? Elle est où l'autorité de l'État quand une multinationale peut à ce point détourner l'argent public, des dizaines de millions d'euros rien que ces dernières années et combien de centaines de millions d'euros et de francs durant les 45 ans de présence de Ford à Blanquefort ? Le pouvoir de l'Etat se résumerait-il à offrir des cadeaux à des multinationales milliardaires ? »

Les Ford s'alarment de la « catastrophe sociale » que constituerait la fermeture, avec 900 emplois directs et autour de 3000 emplois induits. Et s'interrogent sur l'implication réelle des pouvoirs publics, qui déclarent vouloir « border » le PSE (plan de sauvegarde de l'emploi) mais « en laissant à Ford toute marge de manœuvre », et sans pouvoir mesurer les « conséquences dans les emplois publics, dans les commerces, dans la vie sociale au niveau de l'agglomération, du département, de la région ».

« La seule solution viable et responsable c'est le maintien d'une activité, d'une manière ou d'une autre. »